

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de POITIERS

15, rue Guillaume VII le Troubadour

CS 80629

86022 POITIERS CEDEX

Objet de la consultation

CONSULTATION N°25BU011

**ACCORD CADRE DE TRAVAUX
DE PEINTURE INTERIEURE ET DE SOLS SOUPLES
POUR LES BÂTIMENTS DU CROUS DE POITIERS**

PROCEDURE ADAPTEE

(articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique)

Remise des offres

Date et heure limites de réception :

Mercredi 2 avril 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1 – Objet du marché	3
2.2 – Description des prestations	4
2.3 – Nomenclature CPV	4
2.4 – Forme de l'accord-cadre	4
2.5 – Durée du marché	4
2.6 – Allotissement	5
2.7 – Lieu d'exécution	5
2.8 – Montant de l'accord-cadre	5
2.9 – Variantes	5
2.10 – Modifications apportées à l'accord-cadre	5
ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.1 – Modalités d'attribution « en cascade » des commandes	5
3.1.1- Titulaire sollicité	5
3.1.2- Dérogations à l'exclusivité	5
3.1.3- Rétrogradation de rang d'un titulaire	6
3.2 – Demandes de devis et délais	6
3.3 – Contenu des devis	6
3.4 – Modalités de commande	7
3.5 – Sous-traitance	8
ARTICLE 4. EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.1 – Délais d'exécution des travaux	9
4.2 – Travaux et interventions	9
ARTICLE 5. RECEPTION ET GARANTIE DES PRESTATIONS	9
5.1 – Contrôle de l'exécution des prestations	9
5.2 – Réception des prestations	9
5.3 – Réserves éventuelles	10
5.4 – Garantie de parfait achèvement	10
ARTICLE 6. OBLIGATIONS	10
6.1 – Obligation de résultat	10
6.2 – Obligation liée à l'organisation des prestations	11
6.3 – Devoirs d'information et de conseil	11
6.4 – Confidentialité	11
6.5 – Assurances	12
ARTICLE 7. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX	12
7.1 – Nature et contenu des prix	12
7.2 – Forme de prix	12
7.3 – Remises consenties	12
7.4 – Prix fournitures hors BPU	13
7.5 – Révision des prix	13
7.6 – Clause butoir	14
7.7 – Clause de sauvegarde	14
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT	14
8.1 – Délais de paiement	14
8.2 – Mode de règlement	14
8.3 – Intérêts moratoires	14
8.4 – Avances	14
8.5 – Acomptes	14
8.6 – Retenue de garantie	15
8.7 – Présentation des factures	15
ARTICLE 9. PENALITES	15
ARTICLE 10. RESPONSABILITES	16
10.1 – Responsabilités	16
10.2 – Plan de prévention	16
10.3 - Attestations et certificats	16
ARTICLE 11. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET LITIGES	16
ARTICLE 12. EXECUTION PAR DEFAULT - RESILIATION	16
ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, le présent marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 AE : Bordereau de prix unitaires (1 onglet par lot, soit 3 onglets)
 - Annexe 2 AE : Cadre de Réponses Techniques (CRT) (3 onglets)
- Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe 1 CCTP : Descriptif des sites concernés et besoins 2025
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe, dont les exemplaires conservés dans les archives de l'administration font seul foi :
 - Annexe 1 CCAP : liste des sites et contacts (sites hébergement)

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- L'ensemble des normes se rapportant aux prestations faisant l'objet du présent marché
- Toute disposition imposée par un texte légal

Bien que matériellement non joint au présent marché, ces pièces sont réputées connues des candidats.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les barèmes ou documentation quelconque produits par le titulaire, contraire aux dispositions des pièces contractuelles du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de travaux de peinture intérieure et de sols souples pour les sites d'hébergement, de restauration et des services supports du CROUS de Poitiers situés sur les départements de la Vienne (86), des Deux-Sèvres (79), de la Charente-Maritime (17) et de la Charente (16).

Les prestations sont exécutées conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe et au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe.

Ce marché fait l'objet de trois types de commandes :

1/ **commandes « programmées »** et plus volumineuses en termes de nombre de logements ou locaux divers à rénover, principalement sur la période estivale (planning fourni au minimum 30 jours ouvrés avant le début des travaux).

2/ **commandes « ponctuelles »** à la demande tout au long de l'année universitaire.

3/ **commandes « urgentes »** (dans le cas d'un besoin de remise en peinture d'une chambre qui nécessiterait d'être relouée très rapidement) à la demande tout au long de l'année universitaire (délai de réponse plus court).

Le pouvoir adjudicateur alerte les entreprises sur la saisonnalité des commandes. En effet, au vu de l'activité du Crous, les chambres dans les résidences étudiantes seront majoritairement à repeindre **durant les périodes de congés d'été**. Ces résidences ne seront jamais libérées à 100%. Des étudiants resteront dans leurs logements durant toute la durée des travaux. **Cette particularité sera à prendre en compte dans la méthodologie de l'intervention**, notamment au regard des règles de sécurité et de respect des règles de vie commune.

Le volume de chambres à repeindre par tranche d'intervention « programmée » sera variable, mais pourra fluctuer de 20 à 150 chambres, sur un ou plusieurs bâtiments. Des espaces communs pourront également être intégrés à ces interventions « programmées ».

Le titulaire devra être en **capacité de s'organiser pour répondre à ce besoin impératif du Crous**. La bonne exécution du marché dépendra en partie de la réactivité et de la planification efficiente des commandes.

Sont exclus du champ de cet accord-cadre, les besoins relatifs à des opérations de construction, de réhabilitation et d'aménagement important avec maîtrise d'œuvre et nécessitant d'avoir recours à un marché global ou à plusieurs corps d'état.

2.2 – Description des prestations

Les travaux devront se conformer aux prescriptions indiquées dans le CCTP du présent marché (cahier des clauses techniques particulières) commun à tous les lots.

Les travaux seront exécutés en conformité avec les spécifications et règlements techniques en vigueur à la signature du marché, D.T.U. (Cahier des Charges, règle de calcul, Cahier des Clauses Spéciales), normes AFNOR, y compris Normes Européennes ayant statut de Normes Françaises, règles professionnelles, etc...

Le titulaire devra appliquer d'une manière générale, toutes les règles et tous les règlements applicables aux travaux, objets du présent marché.

2.3 – Nomenclature CPV

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est un marché de travaux :

<i>Code</i>	<i>Classification principale</i>
45432130-4	Travaux de revêtements de sols
45442100-8	Travaux de peinture

2.4 – Forme de l'accord-cadre

Le marché est passé sous la forme d'un **accord-cadre à bons de commandes multi-attributaires (3 titulaires maximum par lot) « en cascade »**. Cette méthode permettra de faire appel en priorité aux trois titulaires les mieux-disants. Le Crous de Poitiers contactera le titulaire classé en première position et si ce dernier ne peut répondre dans les délais exigés, le Crous s'adressera au titulaire dont l'offre a été classée seconde et ainsi de suite.

Les trois attributaires sont classés en rang 1, rang 2 et rang 3 à l'issue de l'analyse des offres, selon les critères définis à l'article 6.4 du règlement de consultation et les modalités de sollicitation des titulaires sont définis à l'article 3.1 de ce présent CCAP.

Cette forme de marché a été choisie au vu de l'activité du Crous qui oblige à programmer les chantiers dans les logements sur une période courte pendant la période estivale, période pendant laquelle les étudiants sont moins présents. Afin de couvrir l'ensemble des besoins, le fait d'avoir éventuellement recours à 2 ou 3 titulaires, si toutefois le titulaire du rang 1 n'était pas en capacité de répondre à l'ensemble de la demande, permettra plus de flexibilité et amènera éventuellement la possibilité de faire travailler simultanément ou non simultanément les 2 ou 3 titulaires.

Si le nombre d'offres reçues ne permet pas une multi attribution, l'accord cadre est attribué à un seul titulaire ou à deux titulaires et peut donc devenir mono attributaire.

2.5 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une **période initiale ferme de 12 mois** à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit trois (3) fois pour une durée d'un an chacune par reconduction expresse. Sans notification expresse de la Directrice Générale du CROUS de Poitiers dans les deux mois précédents la fin initiale du marché ou la fin de chaque période de reconduction, ce dernier sera réputé non renouvelé.

2.6 – Allotissement

En vertu de l'article R. 2113 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, le présent marché fait l'objet d'un allotissement défini comme suit :

- Lot 1 : Travaux de peinture intérieure et sols – Département CHARENTE (16)
- Lot 2 : Travaux de peinture intérieure et sols – Département VIENNE (86)
- Lot 3 : Travaux de peinture intérieure et sols – Départements CHARENTE-MARITIME (17) - DEUX-SEVRES (79)

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot ou plusieurs lots. Chaque lot est attribué à un seul titulaire. Un candidat pourra être titulaire de plusieurs lots.

2.7 – Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution du présent marché sont les cités et résidences universitaires, les sites de restauration universitaires et les services supports situés sur les quatre départements (86, 79, 17, 16) qui composent le CROUS de Poitiers.

Les adresses, ainsi que les coordonnées des responsables de sites, sont précisées dans l'annexe n° 1 de ce présent CCAP. Seuls les sites d'hébergement ont été détaillés car le besoin principal se porte sur les sites d'hébergement. Si une demande se porte sur un site autre que l'hébergement, la Direction de la commande publique indiquera au titulaire les contacts nécessaires, le cas échéant.

2.8 – Montant de l'accord-cadre

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 500 000 euros hors taxes, soit un montant total maximum estimé pour l'ensemble du marché, reconductions éventuelles comprises, à 2 000 000 euros hors taxes.

2.9 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.10 – Modifications apportées à l'accord-cadre

Des modifications au présent accord-cadre pourront être apportées conformément à l'article R.2194 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 – Modalités d'attribution « en cascade » des commandes

3.1.1- Titulaire sollicité

Les demandes de devis sont adressées selon la méthode dite « en cascade », consistant à faire appel en priorité au titulaire de rang 1, sans remise en concurrence des titulaires.

Le **titulaire de rang 1 doit répondre dans les délais contractuels** fixés à l'article 3.2 de ce présent CCAP.

Si ce titulaire n'a pas répondu dans les délais, le Crous sollicite alors le titulaire de rang 2. Dans ce cas, simultanément à cette deuxième demande, le Crous doit signifier par écrit au titulaire initialement sollicité que la demande est annulée, et ainsi de suite.

3.1.2- Dérogations à l'exclusivité

Lorsqu'aucun des titulaires n'est pas en mesure de répondre dans les délais contractuels, le service n'est plus lié à l'accord-cadre pour la demande concernée, et peut s'adresser à une entreprise de son choix. Il doit pouvoir présenter la preuve de non capacité (ou refus) de tous les titulaires à satisfaire sa demande.

L'exclusivité du titulaire est perdue quand le délai de 3 jours pour justifier les prix hors BPU n'est pas tenu.

3.1.3- Rétrogradation de rang d'un titulaire

Après trois sollicitations sans réponse ou trois réponses non conformes aux prescriptions du cahier des charges (devis non conforme, non-respect des délais...), un titulaire de rang 1 ou 2 pourra être rétrogradé respectivement au rang 2 ou 3 par décision du pouvoir adjudicateur.

3.2 – Demandes de devis et délais

Le coût d'établissement d'un devis est compris dans les prestations dues par le titulaire au titre du présent accord-cadre, et l'absence d'acceptation d'un devis ne donne lieu à aucune indemnisation.

Préalablement à l'établissement de toute commande de travaux, le **service prescripteur du Crous transmet une demande de devis au titulaire de rang 1.**

La demande de devis spécifie :

- le lieu des travaux
- la nature et l'étendue des travaux (liste des chambres concernées, des lieux communs...)
- le planning prévisionnel des travaux (de l'installation à la remise en état)

Le **mode de transmission doit permettre de conserver la date d'envoi** de cette demande et sa réception par le titulaire, qui marque le début du délai dont il dispose pour transmettre son devis.

Pour les commandes ponctuelles et programmées, à réception d'une demande de devis, le titulaire procédera à une visite des lieux en vue d'établir un devis. Il dispose d'un délai de **2 jours ouvrés maximum** pour contacter le service prescripteur du Crous et prendre rendez-vous pour faire la visite des lieux des travaux.

A la suite de cette visite, le titulaire devra remettre son devis, conforme aux stipulations du présent CCAP et au BPU dans les délais suivants :

Visite technique : délai de 7 jours ouvrés à compter de la sollicitation du Crous.

Remise du devis : délai de 7 jours ouvrés à compter de la visite

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, cela entraîne la perte d'exclusivité du titulaire du rang 1 pour la demande de travaux concernée par le devis.

Si le titulaire de rang 1 précise qu'il n'est pas en mesure de répondre dans le délai imparti, le service prescripteur s'adresse alors au titulaire de rang 2.

Si ce dernier n'est pas plus en mesure de répondre dans le délai imparti, le service prescripteur s'adresse alors au titulaire de rang 3.

Pour les commandes urgentes, à réception d'une demande de devis, le titulaire procédera à une visite des lieux en vue d'établir un devis. Il dispose d'un délai de **2 jours ouvrés maximum** pour contacter le service prescripteur du Crous et faire la visite des lieux des travaux, et de **3 jours ouvrés maximum** pour remettre le devis à compter de la demande, soit 3 jours ouvrés maximum entre la demande et l'émission du devis.

3.3 – Contenu des devis

Les conditions générales de vente (CGV) figurant habituellement sur les devis du titulaire ne doivent en aucun cas apparaître sur des devis établis au titre de cet accord-cadre, dont les clauses sont seules applicables.

L'administration pourra demander une nouvelle édition du devis sans les CGV ; elle ne sera pas responsable en cas de retard de paiement consécutif à un blocage par le payeur, en raison de la contradiction des clauses de l'accord-cadre et des CGV du titulaire.

Sauf mention expresse, les prestations mentionnées au BPU sont réputées fournies posées.

Les prestations hors BPU sont chiffrées à partir :

- du prix fournisseur affecté du coefficient majorateur indiqué dans le BPU ;
- du volume d'heures nécessaires à la réalisation des lignes du devis hors BPU exclusivement.

Pour ces prestations hors BPU, lorsqu'un devis mentionne une durée d'exécution qui semble importante au regard des travaux ou prestations demandés, le service bénéficiaire :

- interroge le titulaire sur la justification de la durée prévue et, si nécessaire, demande sa réévaluation ;
- procède, lors de l'exécution, au contrôle des heures effectivement réalisées ;
- le cas échéant, certifie le service fait sur la durée effectivement réalisée, conduisant à une moins-value si un écart significatif est constaté.

Un devis contient les éléments suivants :

- la référence au marché correspondant ;
- un paragraphe décrivant sommairement les travaux (permet de comprendre le contenu du devis lorsque son analyse est nécessaire) ;
- la date possible de début des travaux ;
- le délai d'exécution sur lequel l'entrepreneur s'engage ; de ce fait, cette durée doit être définie par le titulaire au moment de sa visite sur site ou, en tout état de cause, avant la finalisation du devis ; **le planning d'exécution, établi par le titulaire, doit obligatoirement être joint au devis et, après validation des services du Crous, fera foi pour l'application des pénalités en cas de retard dans l'exécution** ;
- pour chaque ligne de travaux, la référence (code article) du BPU, le libellé des prestations et travaux, les mètres et/ou quantités, le prix unitaire HT et le prix total HT ;
- pour les fournitures hors BPU (si nécessaire), les mètres ou quantités, prix unitaires et prix totaux HT ;
- un sous-total des fournitures hors BPU avec mention du coefficient majorateur applicable sur le prix d'achat de ces fournitures ;
- le cas échéant, le taux horaire mentionné au BPU (les frais de déplacement sont compris) et le nombre d'heures pour la mise en œuvre de ces fournitures hors BPU ;
- le cas échéant, le pourcentage de remise à appliquer sur le montant total HT des devis (cf. rubrique n°5 du BPU). Dans ce cas, le devis indique le total HT avant remise, le taux de cette remise et son montant calculé, puis le montant total HT remise déduite ;
- le montant total HT, le taux de TVA et le total TTC ;
- le cas échéant, le montant hors BPU du devis ;
 - les éventuelles demandes d'acceptation de sous-traitants.

Le coefficient majorateur est également applicable sur :

- le prix de location de matériel spécifique non mentionné au BPU ;
- le prix d'achat de prestations sous-traitées (ex. : prestations d'un fabricant...). Dans ce cas, aucune heure de main d'œuvre ne sera admise au titre de l'accompagnement du sous-traitant.

À réception du devis, le service prescripteur dispose d'un **délai maximum de 30 jours** pour notifier son bon de commande valant acceptation du devis. Passé ce délai, le titulaire n'est plus tenu au maintien de son offre.

S'il s'avère nécessaire de modifier le planning prévisionnel mentionné au devis, le nouveau planning peut être mentionné :

- soit dans une version actualisée du devis ;
- soit dans le bon de commande, après concertation préalable du service prescripteur et du titulaire.

La transmission de l'accusé de réception de ce bon par le titulaire validera le délai mentionné, et les éventuelles observations.

3.4 – Modalités de commande

Conformément à l'article R.2162-13 du Code de la Commande Publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Les bons de commande seront établis sur la base du devis établi par le titulaire et rémunérés sur la base de l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les bons de commande devront comporter au minimum les informations suivantes :

- L'identification de l'établissement
- Désignation et adresse du service émetteur du bon de commande
- Référence de l'accord-cadre et numéro du lot
- Référence du bon de commande
- Adresse de facturation
- Désignation et description des prestations
- Date d'exécution des prestations (pour les commandes programmées, le planning validé sera joint)
- Les quantités commandées
- Prix unitaire HT
- Montant global HT et TTC de la commande
- Date d'émission du bon de commande
- Signature du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre mais leur durée d'exécution ne dépassera pas plus de 6 mois la date de fin de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est confié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Chaque bon de commande sera transmis par mail au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Il incombe au titulaire d'accuser réception du bon de commande dans un délai de 48 heures maximum.

La modification de date de début des travaux indiquée au bon de commande par rapport à celle mentionnée au devis doit se faire d'un commun accord avec le titulaire et doit faire l'objet d'un écrit.

3.5 – Sous-traitance

Le titulaire du marché a l'obligation impérative, à tout moment, conformément aux dispositions de l'article R. 2193 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique de déclarer dans les formes requises, ses éventuels sous-traitants.

Il est précisé que le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire devra remplir le formulaire DC4 pour la déclaration et l'acceptation de chaque sous-traitant.

La société sous-traitante doit se garantir dans les mêmes conditions que le titulaire et est assujettie aux mêmes obligations administratives s'agissant de la communication des documents et attestations exigés du titulaire.

En tout état de cause, les actes spéciaux de sous-traitance doivent être notifiés avant tout début d'exécution des prestations par le sous-traitant.

Le titulaire demeure le seul interlocuteur du CROUS de Poitiers. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant l'Administration comme devant tous tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé.

ARTICLE 4. EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 – Délais d'exécution des travaux

Le titulaire doit respecter les dates et le délai d'exécution mentionnés au bon de commande, étant entendu que la date de début, la période de préparation et le délai d'exécution des travaux doivent avoir été convenus à l'avance entre le service prescripteur et le titulaire, lors de la demande de devis ou des échanges avant émission du bon de commande.

Le délai d'exécution comprend :

- la période de préparation de chantier
- le délai d'exécution des travaux, comprenant notamment le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

4.2 – Travaux et interventions

Les travaux commandés sont effectués en heures ouvrables, normalement du lundi au vendredi entre 7h ou 8h et 17h ou 18h, mais susceptibles de variations selon les services et sites. Les plages horaires devront être confirmées dans le bon de commande. Le titulaire doit s'en informer avant d'établir le planning, pour tenir compte des impératifs de fonctionnement du site.

Dans la mesure où les travaux n'apportent aucune gêne notable au fonctionnement du site, ils devront être effectués durant les heures d'occupation. La notion de « gêne notable » est appréciée par le responsable de site autant que de besoin.

ARTICLE 5. RECEPTION ET GARANTIE DES PRESTATIONS

5.1 – Contrôle de l'exécution des prestations

Le contrôle est effectué par le représentant du service bénéficiaire. Le titulaire est tenu de lui mettre à disposition tous les documents et moyens nécessaires pour effectuer le contrôle.

Chaque prestation demandée par le Crous doit être réceptionnée totalement conformément à la demande initiale indiquée sur le bon de commande.

Des contrôles contradictoires, ponctuels ou par sondage peuvent être réalisés pendant l'exécution des travaux, notamment pour vérifier la nature des opérations réalisées et la qualité des équipements et des matériaux mis en œuvre.

5.2 – Réception des prestations

Chaque bon de commande du présent accord-cadre fera l'objet d'une réception dans les conditions définies à l'article 5 du CCAP et d'un règlement des prestations à compter de la réalisation du service fait.

Le service bénéficiaire émetteur du bon de commande procède à la vérification qualitative et quantitative des travaux effectués au vu :

- Du devis détaillé correspondant aux travaux commandés
- Du contrôle effectué sur site des travaux réalisés
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux

L'admission, effective au moment de la réception des travaux, permet de certifier la réalisation conforme des travaux et leur mise en paiement.

Le titulaire, ou son représentant, a l'obligation d'être présent lors de la réception des prestations.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux, à l'issue de chaque intervention, **sous 2 jours ouvrés maximum, un bon est effectué en 2 exemplaires par le service bénéficiaire émetteur du bon de commande.** Ce **bon d'intervention** sera daté et signé par les 2 parties pour constatation du « service fait ». Les réserves éventuelles sont portées sur le bon d'intervention. Un exemplaire du bon d'intervention est remis à chacune des parties (cf. article 5.2 du CCAP du présent marché).

Ce bon d'intervention comprendra les éléments suivants :

- Lieu d'intervention
- Numéro du bon de commande
- Date et durée de la prestation
- Identité de l'intervenant
- Nature des interventions effectuées
- Toute autre observation jugée utile

Dès présence de réserves, celles-ci seront annotées et elles devront être levées dans le temps imparti.

Toute réception partielle avec réserves non levées bloquera la facture.

Le seul moyen d'avoir une mise en paiement de sa facture sera d'avoir le « service fait » sans réserve tamponné et signé par le titulaire et par le Crous.

5.3 – Réserves éventuelles

Dans le cas où la réception est prononcée avec réserve, cette dernière sera formulée de façon à permettre d'identifier facilement et précisément le désordre et permettre au titulaire d'exécuter les mesures appropriées pour corriger les malfaçons qui affectent l'ouvrage.

Il incombe au titulaire de remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes **à ses frais** et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

5.4 – Garantie de parfait achèvement

Les garanties légales s'appliquent.

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Le titulaire garantit, notamment, le pouvoir adjudicateur contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures de type nouveau mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où pendant le délai légal et pendant le délai de garantie des matériaux, la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, **à les remplacer à ses frais**, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS

6.1 – Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations des pièces contractuelles, à la réglementation en vigueur, aux règles de l'art et dans les délais définis par le CCTP, le BPU ainsi que les autres documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Les prestations à fournir sont placées sous la responsabilité unique du titulaire.

Le titulaire doit ainsi laisser le chantier et les voiries publiques aux alentours propres et libres de tous déchets pendant et après exécution des travaux dont il a la charge.

En cas de non-respect de cette prescription, le titulaire prendra à sa charge la remise en état, le remplacement ou le nettoyage des ouvrages détériorés. Il devra nettoyer, réparer et remettre en état les installations quelles qu'elles soient, qu'il aura salis ou détériorés.

Le titulaire est réputé par le fait même de sa proposition, avoir pris connaissance de toutes les contraintes relatives au site, que ce soit pour la nature des travaux, les conditions générales locales et particulières ou celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux ainsi qu'à la limitation d'accès des véhicules.

6.2 – Obligation liée à l'organisation des prestations

L'exécution des travaux dans les logements étudiants pourra avoir lieu en milieu occupé ou non occupé, cependant, dans tous les cas, la résidence ou la cité ne sera pas fermée donc il est considéré que le marché est exécuté en site occupé. Le titulaire doit réaliser ses prestations en établissant une méthodologie, une technique et une organisation propre à cette contrainte

Le titulaire s'engage :

- A assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel
- A respecter les recommandations INRS : « Les espaces confinés » n° ED 967
- A prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé de ses salariés
- A être seul responsable des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou aux installations, pendant l'exécution des diverses prestations, et consécutifs à un accident résultant de ces dernières
- A baliser, signaler et protéger par les moyens appropriés et conformes, les espaces concernés par les travaux
- A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie
- A se conformer aux normes et règlements pour l'exécution de tâches qui lui incombent
- A respecter les dispositions législatives et réglementaires du code du travail
- A faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans les immeubles
- A restituer les installations, équipements et locaux en parfait état de propreté à la fin de la prestation
- A posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives au traitement des installations du présent marché et conformes à la législation en vigueur
- A détenir les agréments obligatoires à l'exercice de ses fonctions

Les personnes désignées par le titulaire, sont seules autorisées à intervenir pour toutes les prestations. Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire.

Par ailleurs, le titulaire est réputé connaître parfaitement la consistance des matériels et équipements qu'il utilise ainsi que les règles de sécurité et les règlements applicables en la matière.

Les représentants du pouvoir adjudicateur se réservent le droit d'interrompre ou de reporter toute opération sans que le titulaire ne puisse se prévaloir des obligations liées à l'exploitation des locaux et installations.

Ils disposent de la possibilité d'exiger du titulaire qu'il retire des chantiers toute personne qu'il emploie, pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

6.3 – Devoirs d'information et de conseil

Le titulaire est tenu de signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Le titulaire doit également proposer au pouvoir adjudicateur tous moyens permettant de régler ces dysfonctionnements.

Le titulaire se voit confier un rôle de conseil dans le cadre du marché. Celui-ci est force de proposition et est dans l'obligation de présenter au pouvoir adjudicateur tout procédé permettant de satisfaire de manière plus efficace ou plus économique les besoins du pouvoir adjudicateur. Ce rôle de conseil a pour objectif de mettre en œuvre une logique d'amélioration continue des performances du marché.

6.4 – Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CROUS de Poitiers que l'exécution du présent accord-cadre l'amènerait à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèserait les intérêts du CROUS de Poitiers et engagerait sa responsabilité.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

6.5 – Assurances

Conformément aux obligations prévues au titre des stipulations de l'article 8.1 du CCAG Travaux, l'entreprise retenue devra justifier qu'elle est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporels et/ou matériels causés lors de l'exécution du marché.

Il contracte ainsi à ses frais toutes les assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'expose l'activité au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette (ou ses) assurance(s) couvre(nt) tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre et par conséquent comporter une garantie suffisante et être en rapport avec l'objet de l'accord-cadre.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution de l'accord-cadre ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance nécessaire et à avertir immédiatement le CROUS de Poitiers de toute difficulté qui pourrait survenir.

ARTICLE 7. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

7.1 – Nature et contenu des prix

Les prix intègrent l'ensemble des frais à engager par le titulaire pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre y compris les déplacements, l'élimination des déchets, la fourniture et l'entretien des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation à la date de passation de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra donc réclamer aucun frais supplémentaire pour l'exécution des prestations.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire que **deux taux de TVA** sont appliqués dans le cadre du présent marché :

- **10 % pour les résidences et cités universitaires**
- **20 % pour les restaurants universitaires et les services supports**

Ces prix seront présentés par les candidats conformément aux modalités déterminées dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement, le BPU (Bordereau des Prix Unitaires).

7.2 – Forme de prix

Le marché est à prix unitaires ou forfaitaires en fonction des prestations sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (BPU). Les prix seront formulés en euro avec deux chiffres après la virgule.

7.3 – Remises consenties

Conformément à ce que le titulaire aura indiqué dans la rubrique « code 5-Remises consenties » du BPU, tout devis d'un montant supérieur à 2 500 euros HT devra obligatoirement mentionner :

- Le sous-total HT avant remise
- Le pourcentage de remise appliqué en fonction de la tranche financière
- Le total HT avec remise déduite

7.4 – Prix fournitures hors BPU

Au vu de la disparité des bâtiments du Crous de Poitiers, toutes les fournitures nécessaires aux travaux de peinture intérieure et revêtements de sols n'ont pas pu être indiquées sur le BPU, des lignes de fournitures hors BPU seront donc amenées à être ajoutées sur les devis. A ce titre, le titulaire sera tenu d'appliquer le coefficient majorateur indiqué sur le BPU lors de la remise de son offre sur la base du prix d'achat de la fourniture concernée. Le Crous se réserve le droit de demander la transmission de la facture d'achat de la fourniture concernée. **Le titulaire aura un délai de trois jours ouvrés pour fournir ce justificatif après réception de la demande.**

7.5 – Révision des prix

Par application de l'article R.2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix réputés pratiqués à la date de début de l'accord-cadre sont **fermes** pour la période ferme du marché soit 1 an. En cas de reconduction, ils seront révisés à la hausse comme à la baisse à chaque date anniversaire du marché.

La demande de révision émane du titulaire du marché. Elle doit parvenir au pouvoir adjudicateur par courriel à marches@crous-poitiers.fr un mois avant la date anniversaire du marché sous réserve de reconductions. La demande de révision est accompagnée du justificatif de demande de révision de prix et de l'annexe 1 à l'AE (BPU) faisant apparaître les prix initiaux et les prix révisés demandés.

En cas de non-respect de ce délai, le prix de l'année en cours sera d'office reconduit pour une nouvelle période d'un an.

Les prix seront révisibles suivant les modalités fixées ci-après :

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du présent marché se trouve sur le site du Moniteur Travaux Publics accessible sur le lien suivant :

<http://www.lemoniteur.fr/indices-prix>

1/ Indice pour le poste n°1 du BPU : Travaux de peinture intérieure : BT46

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times BT46(n)/BT46(o)]$$

- ▶ P(n): prix révisé ;
- ▶ P(o): prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé "Mois zéro" (Mo) ;
- ▶ BT46ⁿ : dernière valeur de l'index connue à la date de la révision de prix ;
- ▶ BT46⁰ : valeur du dernier index connu au Mois zéro (décembre 2024 : **134**)

2/ Indice pour le poste n°2 du BPU : Travaux de sols : BT10

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times BT10^n/BT10^0]$$

- ▶ P(n) : prix révisé ;
- ▶ P(o) : prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé "Mois zéro" (Mo) ;
- ▶ BT10ⁿ : dernière valeur de l'index connue à la date de la révision de prix ;
- ▶ BT10⁰ : valeur du dernier index connu au Mois zéro (décembre 2024 : **136**)

3/ Indice pour le poste n°3 du BPU : TAUX HORAIRE : ICHT-F

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times ICHT-F^n / ICHT-F^0]$$

- ▶ P(n) : prix révisé ;
- ▶ P(o) : prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé "Mois zéro" (Mo) ;
- ▶ ICHT-Fⁿ : dernière valeur de l'index connue à la date de la révision de prix ;
- ▶ ICHT-F⁰ : valeur du dernier index connu au Mois zéro (septembre 2024 : **138.2**)

7.6 – Clause butoir

Les prix résultant de la révision ne pourront pas dépasser plus de **3 % chaque année au moment de la révision tarifaire.**

7.7 – Clause de sauvegarde

Dans le cas où la révision annuelle des prix aboutirait à une majoration des prix supérieure à 3%, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité de renégocier les prix du marché avec les titulaires. A défaut d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans indemnité, pour sa partie non exécutée.

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT

Il s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique par virements administratifs en application des décrets n° 2002-231 du 21 février 2002, n° 2002-232 du 21 février 2002, n°2013-269 du 29 mars 2013 et des articles R. 2191 et 2192 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

8.1 – Délais de paiement

Les délais de paiement, après constatation du service fait, sont fixés à 30 jours sauf dérogations particulières. Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

8.2 – Mode de règlement

Le paiement sera réalisé par mandat administratif au crédit du ou des compte(s) cité(s) dans l'acte d'engagement. En cas de changement de compte bancaire ou postal en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à en informer le CROUS de Poitiers par écrit dans les meilleurs délais.

8.3 – Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire de l'accord-cadre au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ainsi qu'à une indemnité pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai (articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique).

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire est fixée à 40 euros. Les intérêts moratoires appliqués au solde sont calculés sur le montant total du solde toutes taxes comprises. Ils ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'Établissement, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

8.4 – Avances

Une avance, à hauteur de 30 % du montant du bon de commande, pourra être versée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois, dans les conditions des articles R. 2191-3 à R 2197-7 du code de la commande publique.

Aucune autre garantie particulière n'est demandée.

8.5 – Acomptes

Le régime des acomptes est visé par l'article R. 2191-20 à R. 2191-25 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

8.6 – Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

8.7 – Présentation des factures

Les paiements se font à la prestation à terme échu par mandat administratif.

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations, **déposée via CHORUS PORTAIL PRO**, sur le profil acheteur CROUS de POITIERS N°SIRET : 188 6000 5000 143, code service 1020.

Les factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **Le numéro du marché**
- Le n° du bon de commande
- Les nom et adresse du créancier
- **Le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.**
- La prestation réalisée
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations
- La date d'exécution des prestations
- Le détail des prix unitaires
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total TTC
- La date de facturation

La facture sera considérée comme liquidable dès lors que les services rendus ne prêteront pas à contestation et que les pièces justificatives seront conformes à la prestation.

Si ces conditions ne sont pas respectées, la facture sera systématiquement rejetée.

ARTICLE 9. PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont destinées à sanctionner le titulaire en cas de manquement de sa part dans l'exécution des prestations fournies.

Lorsque le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, il encourt des pénalités fixées comme suit :

Type	Montant
Retard dans la transmission du devis	50 € par jour ouvré de retard
Retard dans la présentation du justificatif pour les fournitures non indiquées au BPU	50 € par jour ouvré de retard de présentation
Non-respect du planning d'intervention pour la réalisation des travaux	300 € par jour calendaire de retard d'intervention
Non remise en état des lieux (nettoyage du chantier)	150 € par jour calendaire jusqu'à remise en état des lieux
Manquement aux obligations et consignes de sécurité	150 € par jour calendaire jusqu'à régularisation du manquement
Défaut de déclaration et de validation d'un sous-traitant intervenant sur une commande	150 € par jour calendaire

Le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception de l'état portant décompte des pénalités pour formuler ses observations, sous pli recommandé, au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le montant des pénalités.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses réglementaires ou contractuelles, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 10. RESPONSABILITES

10.1 – Responsabilités

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- A son personnel, ses sous-traitants, aux agents du CROUS, ou à des tiers (notamment les usagers du CROUS)
- A ses biens, aux biens appartenant au CROUS ou à des tiers (notamment les usagers du CROUS)

Par conséquent, à la suite de toute intervention, les frais de réparation de toute dégradation de biens mobiliers ou immobiliers sont à la charge du titulaire.

10.2 – Plan de prévention

En application du décret 92-158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions applicables aux interventions effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure, un plan de prévention sera élaboré à l'issue d'une visite préalable de chaque site concerné par le présent accord-cadre. Ce plan déterminera les risques encourus par les agents du titulaire lors de la mise en œuvre de l'accord-cadre ainsi que les mesures de prévention prévues.

10.3 - Attestations et certificats

Les pièces mentionnées à l'article R. 324-4 du code du travail : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'elle a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Ces pièces sont à fournir annuellement jusqu'à la fin d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 11. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET LITIGES

Les différends et litiges seront réglés dans le respect des dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents : les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché sont soumis au Tribunal Administratif de POITIERS.

Les personnes publiques et les titulaires de marchés publics peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiables de différends litiges relatifs aux marchés (article R. 2197 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique).

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français (article 2 de la loi 94-665 du 04/08/1994).

ARTICLE 12. EXECUTION PAR DEFAULT - RESILIATION

Seules les stipulations du chapitre VII du CCAG Travaux sont applicables.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

Il est dérogé aux articles ci-dessous :

Clauses	CCAP	CCAG Travaux
Documents contractuels	Art. 1	4.1
Pénalités de retard	Art. 9	19.2.1
Réception	Art. 5.2	41